

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 02 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 02 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 16 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 **Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le recours abusif aux sociétés de management" (n° 1863)**

01.01 **Nadia Sminate** (N-VA): De plus en plus de députés créent une société de management, parce que cela permet de bénéficier de bon nombre d'avantages sociaux et fiscaux. Ainsi, le prélèvement des cotisations ONSS sur la rémunération brute du gestionnaire d'une société de management et les impôts ne représentent que 12 %, parce que cette rémunération est délibérément maintenue à un niveau bas. Dans le cas d'un salarié ordinaire, toutes ces contributions s'élèvent à 50 %.

Le secrétaire d'État a-t-il connaissance de ces abus sociaux et fiscaux générés par le biais des sociétés de management? Quelles mesures les services d'inspection prennent-ils à cet égard? Ne conviendrait-il pas de résoudre ce problème en légiférant?

01.02 **Carl Devlies**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Faire appel à une société de management n'est pas interdit en soi mais ce type de société peut être utilisé de manière frauduleuse pour permettre en grande partie à des travailleurs hautement qualifiés d'échapper à la sécurité sociale des travailleurs. L'ONSS a constaté que ces sociétés sont avant tout utilisées pour réduire au maximum l'impôt sur les revenus et la cotisation de sécurité sociale. L'inspection sociale, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et le fisc n'ont toutefois constaté aucune hausse des abus.

Les services d'inspection sociale ne vont certainement pas contester systématiquement ce type de coopération entre deux sociétés, ni le statut de la personne qui remplit la fonction pour la société contractante. Une enquête est toutefois menée lorsque l'inspection sociale ou l'inspection de l'ONSS dispose d'éléments indiquant une utilisation frauduleuse.

Si une enquête entraîne la modification d'un dossier, l'ONSS procédera à un recouvrement judiciaire en l'absence d'un règlement volontaire des montants réclamés.

Le SPF Finances vérifie également le respect des dispositions légales en matière fiscale par les sociétés de management. Ainsi, l'INASTI a été informé par l'Inspection spéciale des impôts de l'existence d'une fraude internationale à grande échelle relative aux sociétés de management. Il s'agissait de 42 cas. La taxation complémentaire réalisée par le fisc a permis de régulariser des cotisations de sécurité sociale pour un montant de 326 000 euros.

L'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants dispose que les cotisations de sécurité sociale dues par les travailleurs indépendants sont calculées sur la base du

revenu professionnel de référence, à savoir les revenus professionnels bruts diminués des frais professionnels et, le cas échéant, des pertes professionnelles. En d'autres termes, ces cotisations ne sont pas calculées sur la base de la situation réelle, mais en se fondant sur les revenus professionnels tels qu'ils sont fixés par le fisc. Les cotisations sociales se sont élevées à 3 491 335 000 euros pour l'année 2010.

Il n'existe en ce moment aucun projet de texte de loi visant à lutter contre la fraude impliquant des sociétés de management. La loi sur les relations de travail contient en revanche des critères qui peuvent être utilisés pour requalifier la relation de travail, lorsque la qualification des prestations est incompatible avec la manière dont elles sont concrètement effectuées. Les deux arrêtés royaux du 14 décembre 2010 visant la réglementation des relations de travail renforcent encore cette loi.

Les dispositions fiscales applicables aux rémunérations de gestion versées s'appliquent également à d'autres types de revenus, si bien que toute modification de la loi doit toujours être examinée dans ce cadre plus large. Certaines mesures ont déjà été prises. C'est ainsi que l'administrateur-personne physique ne peut plus, depuis le 1^{er} septembre 2002, échapper aux responsabilités qui sont les siennes en tant qu'administrateur: il faut obligatoirement désigner un représentant fixe lorsqu'une personne morale exerce une fonction d'administrateur. Ce représentant est soumis à la même responsabilité civile et pénale que l'administrateur-personne morale.

Par ailleurs, l'article 49 du Code des impôts sur les revenus peut toujours être appliqué: les prestations de management doivent être payées pour qu'il y ait des revenus imposables et la réalité des dépenses doit être démontrée.

Dans son arrêt du 10 juin 2010, la Cour de cassation interprète largement l'article 344, § 1, du CIR: la réalité économique semble primer la réalité juridique. La jurisprudence est toutefois encore en développement. Les règles de lutte contre les abus font également partie des recommandations parlementaires formulées par la commission d'enquête dans les grands dossiers de fraude fiscale.

La loi du 6 avril 2010 visant à renforcer le gouvernement d'entreprise dans les sociétés cotées et les entreprises publiques autonomes stipule en outre que le montant de la rémunération et des autres avantages des managers doit figurer dans la déclaration de gouvernement d'entreprise. Il doit être précisé si la rémunération de base est versée dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat de management et si la personne concernée a ou non le statut de travailleur salarié. Cette obligation peut réduire l'attrait de l'utilisation d'une société de management dans un but frauduleux.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): La question subsiste de savoir si l'inspection actuelle est suffisante. Pour les sociétés de gestion, c'est au fisc qu'incombe la tâche difficile de démontrer si les frais engagés sont des frais professionnels.

Il y a quelques années, le gouvernement avait envisagé de déposer des propositions relatives à la forme des sociétés. Comme le suggère le secrétaire d'État, le Parlement devrait peut-être prendre l'initiative à présent.

01.04 Carl Devlies, secrétaire d'État (en néerlandais): Je ne puis que vous y encourager.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 28 à 15 h 11.

02 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'augmentation du nombre d'assurances vélo" (n° 2285)

02.01 Peter Logghe (VB): Les vols de bicyclettes sont un véritable fléau dans les villes universitaires et les grands centres urbains.

Que pense le ministre de l'idée d'instaurer des incitants fiscaux afin d'encourager la souscription d'assurances omnium pour les bicyclettes, assurances à la fois contre le vol et contre les dommages

matériels? Songez-vous à prendre d'autres mesures en matière d'assurances afin de mieux protéger les bicyclettes et d'enrayer la multiplication des vols de bicyclettes?

02.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Le cadre qui a été instauré en Belgique en 2002 en matière de fiscalité environnementale a considérablement évolué au cours des dernières années. Au mois de mars 2009, j'ai pris plusieurs mesures complémentaires dans ce domaine.

Toutefois, je ne vois pas comment une assurance pourrait permettre d'endiguer une épidémie de vols. Une assurance aurait uniquement pour effet de limiter le dommage subi par la victime. En outre, je ne vois pas quel bénéfice l'État pourrait retirer en retour.

D'une part, une approche plus répressive passant par la pose de caméras de surveillance et l'utilisation de patrouille, et, d'autre part, l'achat de cadenas plus sûrs par les cyclistes sont autant d'initiatives qui peuvent être envisagées pour inverser la tendance. Ce n'est que dans un environnement ainsi sécurisé que des avantages relevant d'une fiscalité environnementale pourraient le cas échéant être envisagés dans le cadre de ce type d'assurance omnium.

Toutefois, dans le contexte budgétaire actuel, il n'existe aucune marge de manœuvre permettant l'instauration de tels incitants fiscaux.

02.03 **Peter Logghe** (VB): Le client qui a une franchise de 20 % va utiliser et garer son vélo avec la plus grande vigilance. Le recul des vols de vélos réduit en tout cas le travail de la police. Les retombées sociales sont très certainement positives.

Je prends acte de l'impossibilité actuelle, d'un point de vue budgétaire, d'envisager un incitant fiscal.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'exonération fiscale pour les bons d'État" (n° 2369)**

03.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Le ministre aurait l'intention de supprimer l'exonération fiscale applicable aux intérêts d'un livret d'épargne au bénéfice des bons d'État, je suppose en vue de réduire la dépendance par rapport au financement externe.

Peut-il expliciter cette idée? Entend-il également formuler des propositions concernant la dette publique? Est-il exact que cette exonération s'applique à un montant d'intérêts de 1 770 euros? Qu'en est-il des 15 % évoqués? Le ministre a-t-il l'intention d'instaurer cette mesure à bref délai?

03.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Les comptes d'épargne sont exonérés d'impôt à concurrence de 1 770 euros d'intérêts. Ce que j'ai dit au Sénat, c'est que j'ai l'intention de préparer une proposition pour étendre cette exonération aux bons d'État avec le même montant et donc sans frais supplémentaires.

03.03 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Il s'agit en quelque sorte simplement de lutter contre les symptômes et d'assurer le financement de la dette publique, sans envisager de mesures concrètes pour prendre le problème à bras le corps.

03.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit simplement de se demander pourquoi nous n'accorderions pas les mêmes avantages pour un investissement dans la dette de l'État que dans un compte d'épargne.

03.05 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): J'espère tout de même que dans le cadre des discussions budgétaires des propositions seront mises sur la table sur la manière de lutter contre la dette publique. Nous allons certainement nous pencher sur la question. Cette proposition n'en est pas moins intéressante.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 2382 de Mme De Wit et 2399 de M. Terwingen sont reportées.

04 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les contrôles fiscaux concernant les prix que les filiales d'un seul et même groupe se portent en compte" (n° 2404)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): Les recettes fiscales sont tributaires de contrôles valables. Les entreprises peuvent en effet transférer des coûts internes entre certaines de leurs filiales au sein d'un groupe international mais elles peuvent également transférer certains profits réalisés par leurs filiales vers des pays à la fiscalité plus clément. Selon *De Tijd*, le fisc subit d'énormes manques à gagner en raison du fait qu'il ne contrôle pas suffisamment ces transferts internes.

Le ministre confirme-t-il qu'au service compétent pour les prix de transfert interne, dix personnes à peine se chargent des contrôles? Combien de dossiers ont-ils été traités en 2009 et 2010? À combien le supplément de recettes fiscales s'est-il élevé pour ces deux années? Des efforts suffisants sont-ils fournis pour détecter les abus? Est-il nécessaire de renforcer les effectifs du service compétent?

04.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): La directive OCDE relative aux prix de transfert pour les entreprises internationales et les administrations fiscales est un texte né d'un consensus qui s'est dégagé entre les États membres de l'OCDE. D'après ce texte, les administrations fiscales ne doivent pas considérer automatiquement que les entreprises concernées ont essayé de se livrer à certaines manipulations avec leurs profits. Les investigations portant sur les prix de transfert ne doivent pas être confondues avec les enquêtes relatives à la fraude fiscale ou à l'évasion fiscale.

Comme tous les régimes fiscaux, celui des prix de transfert peut être l'objet d'abus mais mon expérience personnelle m'a appris que la grande majorité des groupes multinationaux s'efforce d'appliquer correctement les dispositions légales relatives aux prix de transfert. Des divergences de vues avec le fisc peuvent toujours se présenter mais il ne s'agit pas pour autant de fraude fiscale. En Belgique, l'examen des prix de transfert ne se limite pas aux actions menées par la cellule Prix de transfert et le rôle de cette cellule ne se limite pas au contrôle des dossiers dont elle est légalement chargée de s'occuper dans la mesure où elle prête également assistance aux centres de contrôle.

La cellule Prix de transfert intervient également quand il s'agit, dans le cas d'une décision préalable du service des Décisions Anticipées, de vérifier si les conditions légales ont été respectées par l'entreprise concernée.

Ce règlement repose sur le contrôle préalable effectué par le service des Décisions Anticipées, le contrôle a posteriori effectué par la cellule Prix de transfert et l'arbitrage prévu par les conventions internationales préventives de la double imposition.

Le service des Décisions Anticipées a pris 77 décisions concernant les prix de transfert en 2009 et 64 en 2010. Le service des Prix de transfert a contrôlé 35 dossiers ou 60 exercices d'imposition en 2009 et 33 dossiers ou 47 exercices d'imposition en 2010.

Ces enquêtes ont donné lieu en 2009 à une augmentation de la base imposable de l'impôt des sociétés de 135 473 464 euros et à un impôt dû à la suite de cette augmentation de 23 955 103 euros. En 2010, ces chiffres s'élevaient respectivement à 193 758 754 euros et 37 757 218 euros. Le service chargé de l'arbitrage a traité quatre dossiers en 2010, en collaboration avec la cellule Prix de transfert. Quinze dossiers sont encore à l'examen.

Un renforcement de la cellule Prix de transfert est également prévu. Enfin, un projet d'analyse des risques a été lancé dans le cadre du programme Data Warehouse.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les problèmes du Jardin botanique de Meise" (n° 2398)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Il n'y a toujours pas d'accord dans le dossier du transfert du Jardin botanique national.

Le statut du texte du protocole d'accord a-t-il déjà évolué? Le directeur a-t-il déjà transmis au ministre un inventaire des travaux nécessaires? Des travaux supplémentaires ont-ils été effectués en 2010? Quel budget était prévu pour ces travaux?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Il appartient aux Communautés flamande et française de conclure l'accord de coopération. Je n'ai pas reçu de nouvelles informations depuis quelques semaines.

L'état des différents bâtiments du Jardin botanique nécessite une rénovation générale urgente. D'après une estimation réaliste des travaux de rénovation les plus urgents, leur coût s'élèverait à 50 millions d'euros. En raison du transfert qui est imminent depuis 2009, l'Inspection des Finances n'autorise que les travaux de sécurité et de conservation les plus urgents. Il est dès lors à craindre que les travaux nécessaires ne pourront être effectués qu'après le transfert définitif.

À la suite de mon intervention, la Régie des Bâtiments a réalisé et pré-financé des travaux à concurrence de 1,5 million d'euros. Ce pré-financement devra être remboursé par le gouvernement flamand après le transfert. La Communauté flamande n'a pas réagi à ma proposition d'opérer de la même manière pour d'autres travaux. Le gouvernement flamand a toutefois pris en charge le remplacement de deux chaudières.

En 2010, des crédits ont été réservés à concurrence de 132 532 euros au budget de la Régie des Bâtiments pour l'exécution de travaux de sécurité et de conservation urgents.

Il y avait aussi plusieurs travaux de moindre envergure et d'un coût inférieur à 5 500 euros, hors TVA, pour lesquels il ne faut pas engager de crédits préalablement.

La Régie des Bâtiments a inscrit dans son programme d'investissement pour 2011 des réparations aux installations de chauffage. Le coût de ces travaux est estimé à 66 000 euros.

05.03 Sonja Becq (CD&V): Il est important qu'il y ait un protocole d'accord. La Communauté flamande ne peut pas réaliser d'investissement total tant qu'elle n'aura pas la certitude que le transfert sera complet.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement du système de surveillance de la prison de Saint-Gilles" (n° 2427)**

- **Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la construction de la prison de Haren" (n° 2428)**

06.01 Sonja Becq (CD&V): En décembre 2008, il avait déjà été décidé qu'en raison de leur mauvais état, les prisons de Forest, de Saint-Gilles et de Berkendael seraient transférées vers un site à Haren. Cependant, différentes ailes ont été entre-temps rénovées à Saint-Gilles. La sixième et dernière aile devrait être achevée aux environs d'octobre 2011. Les cuisines vont également être complètement rénovées. Le coût de l'ensemble de ces travaux se chiffrera à au moins à 15 millions d'euros.

Quel est le planning pour la nouvelle construction à Haren? Combien de cellules prévoit-on d'y construire? La prison de Saint-Gilles sera-t-elle quand même maintenue en service, étant donné tous les investissements qui y ont été réalisés?

06.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): La nouvelle prison de Haren, dont la construction a déjà débuté, sera terminée en décembre 2016. Le nouveau complexe pourra recevoir 1 190 détenus, principalement dans des cellules individuelles et, dans une moindre mesure, dans des cellules duo. Cette

capacité suffira pour remplacer les institutions existantes.

En décembre 2008 et en décembre 2010, le Conseil des ministres a approuvé la construction d'un nouveau complexe censé remplacer les anciennes prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael. En attendant la construction de remplacement, des travaux urgents d'infrastructure doivent encore être entrepris, surtout en matière de sécurité. La fixation du calendrier et l'exécution des travaux s'effectuent en étroite concertation avec les services de la Justice.

06.03 Sonja Becq (CD&V): Tellement d'argent ayant été investi dans l'intervalle dans la prison de Saint-Gilles, il faudrait tout de même se poser la question de savoir s'il ne conviendrait pas de conserver une certaine capacité.

06.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): À ce jour, je n'ai reçu aucune demande en ce sens de la Justice.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la conformité de l'exemption de TVA relative à l'enseignement et à la formation professionnelle aux dispositions de la directive européenne 2006/112/CE" (n° 2341)

07.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Une ASBL dont l'activité est exonérée et qui acquiert un service par voie électronique d'un autre État, doit demander l'activation de son numéro de TVA en Belgique et déposer une déclaration spéciale sur des formulaires-papier, alors que les assujettis normaux déposants peuvent, eux, remplir leur déclaration périodique TVA au moyen d'une plate-forme électronique (Intervat). Pourquoi cette différence?

Prenons par exemple, une ASBL exonérée de TVA en Belgique pour son activité de formation professionnelle, qui organise une formation en France en faveur d'un assujetti ordinaire déposant. Jusqu'en 2010, le lieu de la formation était celui de l'exécution matérielle de la prestation de service. Cette ASBL devait s'identifier en France et acquitter la TVA française sur cette prestation ou bénéficier du régime français d'auto-liquidation. N'effectuant aucune opération soumise à la TVA en Belgique, elle devait demander l'activation de son numéro de TVA.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, les règles de location des services d'enseignement sont modifiées et, entre assujettis dans deux États membres différents, la règle implique que le preneur du service doit reprendre cette prestation dans sa déclaration périodique et est redevable de la taxe.

Une entreprise française peut-elle, depuis 2011, invoquer le fait que les prestations de formation professionnelle peuvent être (ou non) exonérées en Belgique pour ne pas appliquer de TVA sur sa prestation? Si l'entreprise française exonère la TVA belge sur sa prestation de formation, le preneur belge doit-il effectuer des formalités administratives spécifiques?

Une autre situation est le cas d'une entreprise anglaise sous régime de la franchise "petite entreprise" dans son État, qui effectue une formation professionnelle en Belgique. En 2010, en vertu des règles d'exonération, cette entreprise devait s'identifier à la TVA et demander l'exonération de sa prestation sur le sol belge. Doit-elle accomplir cette formalité en qualité de "non-résident TVA" pour, *in fine*, exonérer sa prestation?

07.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Depuis le 1^{er} janvier 2011, les activités de formation professionnelle rendues à un assujetti sont localisées dans l'État membre où le preneur a établi le siège de son activité économique. S'il n'est pas établi dans l'État membre où est localisée l'opération, le prestataire ne doit pas s'y faire identifier puisque son cocontractant est le redevable de la TVA. Donc, l'ASBL belge organisant une activité de formation pour le compte d'un client français n'a aucune obligation d'identification à la TVA en France. Dans la mesure où l'opération est soumise à la TVA en France, l'ASBL est tenue de se faire identifier à la TVA en Belgique pour pouvoir déposer un relevé intracommunautaire.

À l'inverse, une prestation fournie par une entreprise française, britannique ou d'un pays tiers, est exonérée au lieu où cette ASBL a établi le siège de son activité économique. Le régime de la franchise pour les petites entreprises est exclu pour les prestations effectuées par un prestataire non établi en Belgique.

Une identification à la TVA est obligatoire pour un assujetti exempté dès qu'il reçoit un service localisé en Belgique pour lequel il est redevable. La TVA due doit être reprise dans une déclaration spéciale. Si, par contre, le service est exempté, il appartient à l'assujetti exempté d'apporter la preuve de sa qualité d'assujetti via d'autres moyens.

La déclaration spéciale ne peut effectivement pas encore être déposée par la voie électronique. Les applications sont en cours d'adaptation et seront disponibles au cours du deuxième semestre 2012.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de TVA relatives aux établissements et prestataires d'enseignement" (n° 2342)

08.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): La formation professionnelle et l'enseignement dispensés par des ASBL sont normalement exonérés de TVA. La circulaire n° 25 du 24 décembre 1993, qui commentait cette exemption, a été annulée par le Conseil d'État en 2005. À cette époque vous aviez dit qu'un projet de loi tendant à limiter cette exemption était en préparation suite à cette annulation. Depuis cette date, sauf erreur, aucun projet de modification législative n'a été déposé à ce sujet. Les associations peuvent donc choisir de soumettre ou non à la TVA leurs services de formation, ce qui est contraire à la directive et aux principes qui régissent cette matière.

Ces modifications ne sont-elles plus nécessaires?

08.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Un projet de loi a bien été rédigé pour limiter l'exemption aux prestations d'enseignement, de formation et de recyclage professionnel effectuées par des organismes de droit public ou par d'autres organismes sans but lucratif pour autant que les recettes qu'ils tirent de l'activité exemptée servent exclusivement à en couvrir les frais. Ce projet avait pour objet de transposer plus fidèlement les dispositions communautaires et de tenir compte des remarques du Conseil d'État.

Les circonstances politiques que nous connaissons pour l'instant n'ont pas permis de faire aboutir ce projet mais je ne désespère pas de le faire encore progresser.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de TVA relatives aux conditions de reconnaissance des institutions d'enseignement et de formation professionnelle" (n° 2343)

09.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Selon l'article 44 du Code de la TVA, les prestations de services ayant pour objet l'enseignement scolaire ou universitaire, la formation ou le recyclage professionnel ainsi que les prestations de services et les livraisons de biens qui leur sont liées, effectuées par des organismes reconnus à ces fins par l'autorité compétente, par des établissements qui sont annexés à de tels organismes ou en dépendent, sont exonérés de TVA.

Aucune explication plus détaillée n'existe à ce jour de ce qu'on entend par "institutions reconnues par les autorités compétentes". Ce texte ne peut pas viser les institutions de droit public étant donné que, par principe, les activités de ces institutions n'ont aucun caractère économique et sont donc exclues du champ d'application de la TVA.

En dehors des établissements d'enseignement non public, fondamental, primaire, secondaire ou

universitaire, quelles sont donc les "institutions reconnues par les autorités compétentes"?

L'arrêt du 14 janvier 2010 de la Cour de cassation confirme qu'est illégale la condition, imposée par l'administration par voie de circulaire, que l'exonération ne peut être accordée qu'aux institutions qui ne recherchent pas systématiquement à faire du profit. Le Conseil d'État avait par ailleurs jugé (arrêt 145.138 du 30 mai 2005) que la détermination de l'étendue d'une exonération de TVA dans une circulaire ministérielle est inconciliable avec l'article 172 de la Constitution, dont le second alinéa dispose que nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi.

L'administration accepte-t-elle ces arrêts de principe?

09.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): Le ministre des Finances est la seule autorité habilitée à établir qu'un organisme remplit les conditions d'application de l'exemption prévue par l'article 44, § 2, 4°, du Code de la TVA. Aucune autorisation préalable n'est requise, tout organisme étant considéré comme reconnu dès lors qu'il remplit les conditions.

L'administration tient compte des arrêts que vous avez cités; ainsi, les sociétés commerciales sont admises à l'exemption dès lors qu'elles remplissent les autres conditions. Cette position figure au point 321 du Manuel de la TVA (www.fisconetplus.be).

09.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Ce point 321 reprend donc tous les critères?

09.04 Didier Reynders, ministre (*en français*): Il n'y a pas d'autorisation préalable, mais une vérification du respect des critères.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 55.

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de eerste minister, en staatssecretaris, toegevoegd aan de minister van Justitie, over "het misbruik van managementvennootschappen" (nr. 1863)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): Steeds meer kaderleden richten een managementvennootschap op, want dat levert heel wat sociale en fiscale voordelen op. Zo betaalt de bestuurder van een managementvennootschap slechts 12 procent op zijn brutoloon aan de RSZ en de belastingen, doordat het loon bewust laag wordt gehouden. Voor een gewone werknemer lopen al die bijdragen op tot 50 procent.

Kent de staatssecretaris dit sociaal en fiscaal misbruik via de managementvennootschappen? Hoe treden de inspectiediensten hiertegen op? Moet dit niet via wetgeving worden aangepakt?

01.02 Staatssecretaris Carl Devlies (*Nederlands*): Een beroep doen op een managementvennootschap is op zich niet ongeoorloofd, maar zo'n vennootschap kan frauduleus worden gebruikt om hooggekwalificeerde werknemers grotendeels te laten ontsnappen aan de sociale zekerheid van de werknemers. De ervaring van de RSZ is dat deze vennootschappen vooral worden gebruikt om de inkomstenbelasting en de socialezekerheidsbijdrage te minimaliseren. De sociale inspectie, het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen en de fiscus hebben echter geen stijging van het misbruik vastgesteld.

De sociale inspectiediensten gaan deze samenwerkingsvorm tussen twee ondernemingen zeker niet op systematische wijze betwisten, evenmin als het statuut van de persoon die de functie vervult voor de contracterende onderneming. Onderzoek gebeurt wel als de sociale of de RSZ-inspectie beschikt over elementen die wijzen op een frauduleus gebruik.

Als een onderzoek leidt tot de wijziging van een dossier, gaat de RSZ bij gebrek aan een vrijwillige betaling van de gevorderde bedragen over tot een gerechtelijke invordering.

De FOD Financiën controleert daarnaast of managementvennootschappen de fiscale wetsbepalingen wel naleven. Zo werd het RSVZ door de Bijzondere Belastinginspectie op de hoogte gebracht van een internationaal en grootschalig misbruik van managementvennootschappen: het ging om 42 gevallen. De fiscus ging over tot bijkomende taxatie. Dit leidde ook tot een regularisatie van de socialezekerheidsbijdragen voor een bedrag van 326.000 euro.

Artikel 11, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen bepaalt dat de socialezekerheidsbijdragen van zelfstandigen worden berekend op basis van de referteberoepsinkomsten, namelijk de brutoberoepsinkomsten verminderd met de beroepskosten en eventueel met de beroepsverliezen. Met andere woorden dus niet op basis van de feitelijke situatie, maar op basis van de beroepsinkomsten zoals vastgelegd door de fiscus. De sociale bijdragen voor 2010 bedroegen 3.491.335.000 euro.

Op dit moment bestaat er geen ontwerp van wettekst om fraude met managementvennootschappen aan te pakken. De wet op de arbeidsrelaties bevat wel criteria die gebruikt kunnen worden om de arbeidsrelatie te herkwalficeren wanneer de kwalificatie van de prestaties en de concrete invulling ervan onverenigbaar zijn. De twee KB's van 14 december 2010 ter regeling van de arbeidsrelatie versterken deze wet nog.

De fiscale bepalingen die van toepassing zijn op betaalde managementvergoedingen, kennen een ruimere toepassing, zodat een eventuele wetswijziging steeds in dat ruimere kader moet worden bestudeerd. Er werden al maatregelen genomen. Zo kan de bestuurder/natuurlijke persoon sinds 1 september 2002 niet langer aan zijn verantwoordelijkheid als bestuurder ontsnappen: er moet een vaste vertegenwoordiger worden aangeduid als een rechtspersoon een bestuurdersfunctie uitoefent. Deze vertegenwoordiger is aan dezelfde burgerrechtelijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid onderworpen als de bestuurder/rechtspersoon.

Daarnaast kan artikel 49 van het Wetboek van inkomstenbelastingen altijd worden toegepast: de betalingen voor de managementprestaties moeten gedaan zijn om belastbare inkomsten te verkrijgen en de echtheid van de uitgaven moet verantwoord worden.

In zijn arrest van 10 juni 2010 kiest het Hof van Cassatie voor een ruime invulling van artikel 344, § 1, van het WIB: de economische realiteit lijkt te primeren op de juridische. Deze rechtsspraak is wel nog in ontwikkeling. De antimisbruikregels maken ook deel uit van de parlementaire aanbevelingen van de onderzoekscommissie voor de grote fiscale fraudedossiers.

De wet van 6 april 2010 tot versterking van het deugdelijk bestuur bij genoteerde vennootschappen en autonome overheidsbedrijven bepaalt daarnaast dat het bedrag van de remuneratie en andere voordelen voor managers vermeld moet worden in de verklaring over het deugdelijk bestuur. Het moet duidelijk zijn of het basissalaris wordt uitbetaald in het kader van een arbeidsovereenkomst of van een managementovereenkomst en of de betrokken persoon werknemer of niet is. Deze verplichting kan de aantrekkingskracht van het gebruik van een managementvennootschap met een bedrieglijk oogmerk verminderen.

01.03 Nadia Sminate (N-VA): De vraag blijft of de huidige inspectie volstaat. Bij een managementvennootschap is het de fiscus die moet aantonen of de gemaakte kosten beroepskosten zijn, wat dikwijls heel moeilijk is.

Een aantal jaren geleden overwoog de regering om voorstellen te doen om de vennootschapsvorm aan te pakken. Zoals de staatssecretaris suggereert, moet het Parlement nu misschien het initiatief nemen.

01.04 Staatssecretaris Carl Devlies (Nederlands): Daartoe kan ik u alleen maar aanmoedigen.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.28 uur tot 15.11 uur.

02 Vraag van de heer **Peter Logghe** aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de stijging van het aantal fietsverzekeringen" (nr. 2285)

02.01 **Peter Logghe** (VB): Fietsdiefstallen zijn een echte plaag in universiteits- en centrumsteden.

Wat vindt de minister ervan om omniumverzekeringen voor fietsen, waarbij men fietsen tegen diefstal en schade verzekert, fiscaal te stimuleren? Wordt er gedacht aan andere verzekeringsmaatregelen om fietsen beter te beschermen en diefstallen in te dijken?

02.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Het milieufiscaal kader dat sinds 2002 in België werd ingevoerd, is in de loop van de voorbije jaren sterk geëvolueerd. In maart 2009 heb ik op dat vlak nog verscheidene maatregelen genomen.

Ik zie echter niet in hoe een verzekering een diefstallenplaag zou kunnen terugdringen. Alleen de schade die het slachtoffer lijdt, wordt beperkt. Bovendien zie ik geen enkel terugverdieneffect voor de overheid.

Een meer doorgedreven repressieve aanpak, zoals bewakingscamera's en patrouilles, en de aankoop van veiligere hangsloten, zijn evenzeer initiatieven die kunnen worden overwogen om de tendens te keren. Alleen in een zo beveiligde omgeving kunnen milieufiscale voordelen voor dat type van omniumverzekering eventueel worden overwogen.

In de huidige budgettaire situatie is er echter geen ruimte voor dergelijke fiscale stimulansen.

02.03 **Peter Logghe** (VB): Een klant met een franchise van 20 procent zal toch toekijken op het gebruik en de stalling van de fiets. Het terugdringen van de fietsdiefstallenplaag maakt alleszins dat de politie minder moet worden ingezet. Maatschappelijk is er zeker een terugverdieneffect.

Ik neem er nota van dat een fiscale prikkel momenteel budgettair niet haalbaar is.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw **Meyrem Almaci** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de fiscale vrijstelling voor staatsbons" (nr. 2369)

03.01 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): De minister zou van plan zijn om de fiscale vrijstelling voor het spaarboekje af te schaffen ten voordele van de staatsbons, naar ik vermoed om minder afhankelijk te worden van externe financiering.

Kan hij dit idee toelichten? Wil hij ook een aantal voorstellen doen in verband met de staatsschuld zelf? Klopt het dat de bedoelde vrijstelling betrekking heeft op 1.770 euro rente? Is dat de bedoeling van de bewuste 15 procent? Wil hij de maatregel zo snel mogelijk invoeren?

03.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Er is een vrijstelling op de belasting voor de spaarrekeningen tot een intrest van 1.770 euro. Ik heb in de Senaat slechts gezegd dat ik wel een voorstel wil uitwerken om die vrijstelling uit te breiden tot de staatsbons, met hetzelfde bedrag en dus zonder nieuwe kosten.

03.03 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen!): Het gaat bij wijze van spreken enkel over symptoombestrijding, hoe

de staatsschuld wordt gefinancierd, zonder concrete plannen om ze verder aan te pakken?

03.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Het gaat louter om de vraag waarom we niet dezelfde voordelen zouden toekennen voor een investering in de staatsschuld als in de spaarrekening.

03.05 **Meyrem Almaci** (*Ecolo-Groen!*): Ik hoop toch dat we in het kader van de begrotingsbesprekingen ook een aantal voorstellen zullen krijgen over de aanpak van de staatsschuld. Wij zullen ons daar alleszins over buigen. Dit voorstel is niettemin interessant.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2382 van mevrouw De Wit en vraag nr. 2399 van de heer Terwingen zijn uitgesteld.

04 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "fiscale controles op prijzen die filialen van eenzelfde groep elkaar in rekening brengen" (nr. 2404)**

04.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): Fiscale inkomsten staan of vallen met een degelijke controle. Bedrijven kunnen immers interne kosten versluizen tussen filialen binnen een internationale groep, maar ook winsten versluizen van dochterbedrijven naar landen met lagere belastingtarieven. Volgens *De Tijd* loopt de fiscus gigantische bedragen mis door deze interne verrekeningen onvoldoende te controleren.

Kan de minister bevestigen dat er bij de dienst Interne Verrekenprijzen amper tien mensen deze materie controleren? Hoeveel dossiers inzake interne verrekenprijzen werden in 2009 en 2010 afgehandeld? Hoeveel bedroegen de extra belastingopbrengsten voor 2009 en 2010? Worden er voldoende inspanningen gedaan om misbruiken op te sporen? Is een versterking van de dienst Interne Verrekenprijzen noodzakelijk?

04.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De OESO-richtlijn inzake verrekenprijzen voor multinationale ondernemingen en belastingadministraties is een consensustekst van de OESO-lidstaten. Volgens de tekst moeten de belastingadministraties er niet automatisch van uitgaan dat de ondernemingen hebben gepoogd om hun winst te manipuleren. Het onderzoek van verrekenprijzen mag niet worden verward met het onderzoek van belastingontduiking of belastingontwijking.

Zoals alle fiscale systemen kunnen verrekenprijzen worden misbruikt, maar naar mijn ervaring probeert het overgrote deel van de multinationale groepen de verrekenprijs correct toe te passen. Er kunnen zich altijd meningsverschillen voordoen met de fiscus, maar dat is nog geen belastingfraude. Het onderzoek van verrekenprijzen in België is niet beperkt tot de acties van de cel Verrekenprijzen en de rol van de cel Verrekenprijzen beperkt zich niet tot de controle van eigen dossiers, maar ze geeft ook bijstand aan controlecentra.

De cel Verrekenprijzen komt eveneens tussenbeide om bij een voorafgaande beslissing van de dienst Voorafgaande Beslissingen na te gaan of de voorwaarden door de vennootschap gerespecteerd werden.

Deze regeling steunt op de voorafgaande controle door de dienst Voorafgaande Beslissingen, de controle a posteriori door de cel Verrekenprijzen en de arbitrage, zoals bepaald in de internationale overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting.

De dienst Voorafgaande Beslissingen heeft 77 beslissingen genomen met betrekking tot verrekenprijzen in 2009 en 64 in 2010. De dienst Verrekenprijzen heeft 35 dossiers of 60 aanslagjaren gecontroleerd in 2009 en 33 dossiers of 47 aanslagjaren in 2010.

Deze onderzoeken leidden in 2009 tot een verhoging van de belastbare basis inzake vennootschapsbelasting

met 135.473.464 euro en een verschuldigde belasting als gevolg van deze verhoging van 23.955.103 euro, in 2010 tot een verhoging van de belastbare basis inzake vennootschapsbelasting met 193.758.754 euro en een verschuldigde belasting van 37.757.218 euro. De dienst belast met de arbitrage heeft in samenwerking met de cel Verrekenprijzen vier dossiers behandeld in 2010, 15 dossiers zijn nog in onderzoek.

Er is ook voorzien in een versterking van de cel Verrekenprijzen. Ten slotte werd er een project risicoanalyse gelanceerd binnen het kader van het programma Data Warehouse.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de problemen in de Plantentuin van Meise" (nr. 2398)

05.01 Sonja Becq (CD&V): Er is nog steeds geen akkoord over de verdere overdracht van de Nationale Plantentuin.

Is er al een evolutie in de status van de protocolakkoordtekst? Heeft de minister van de directeur een inventaris gekregen van de werken die nodig zijn? Zijn er in 2010 nog bijkomende werken uitgevoerd? Wat was het budget voor de bedoelde werken?

05.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het zijn de Vlaamse en de Franse Gemeenschap die het samenwerkingsakkoord dienen af te sluiten. Ik kreeg sinds enkele weken geen nieuwe informatie.

De verschillende gebouwen van de Plantentuin hebben dringend behoefte aan een algemene renovatie. Een realistische raming voor de meest dringende renovatiewerken bedraagt 50 miljoen euro. Wegens de nakende overdracht sinds 2009, staat de Inspectie van Financiën slechts toe dat de meest dringende veiligheids- en instandhoudingswerken worden uitgevoerd. Het valt derhalve te vrezen dat de nodige werken pas na de definitieve overdracht uitgevoerd kunnen worden.

Als gevolg van mijn interventie heeft de Regie der Gebouwen voor 1,5 miljoen euro aan werken uitgevoerd en geprefinancierd. Die prefinanciering dient na de overdracht door de Vlaamse overheid te worden terugbetaald. De Vlaamse Gemeenschap is niet ingegaan op mijn voorstel om andere werken op diezelfde manier aan te pakken. De Vlaamse overheid heeft op haar kosten wel twee verwarmingsketels vervangen.

In 2010 heeft men voor 132.532 euro kredieten gereserveerd op de begroting van de Regie der Gebouwen voor de uitvoering van dringende veiligheids- en instandhoudingswerken.

Er waren ook talrijke kleinere werken van minder dan 5.500 euro, exclusief btw, waarvoor geen voorafgaande vastlegging van kredieten noodzakelijk is.

De Regie der Gebouwen heeft in haar investeringsprogramma voor 2011 herstellingen aan de verwarmingsinstallaties opgenomen. Die werken zijn geraamd op 66.000 euro.

05.03 Sonja Becq (CD&V): Het is belangrijk dat het protocolakkoord er komt. Zolang de Vlaamse Gemeenschap niet zeker is van de volledige overdracht kan zij niet de volledige investering doen.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de stand van zaken van het bewakingssysteem van de gevangenis van Sint-Gillis" (nr. 2427)

- mevrouw Sonja Becq aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de bouw van de gevangenis te Haren" (nr. 2428)

06.01 Sonja Becq (CD&V): In december 2008 is al beslist om de gevangenis van Vorst, Sint-Gillis en

Berkendaal gezien hun slechte staat een nieuwe vestiging te geven op een site in Haren. In Sint-Gillis zijn ondertussen verschillende vleugels toch vernieuwd. De zesde en laatste vleugel zou worden afgewerkt tegen oktober 2011. Ook de keuken zou volledig worden vernieuwd. Alles bij elkaar kost deze operatie minstens 15 miljoen euro.

Wat is de planning voor de nieuwbouw in Haren? Hoeveel cellen worden daar gepland? Zou de gevangenis van Sint-Gillis toch openblijven, gelet op alle investeringen die daar gebeuren?

06.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De nieuwe gevangenis te Haren zal in december 2016 klaar zijn. De bouw is ondertussen gestart. In het nieuwe complex zal plaats zijn voor 1.190 gedetineerden, hoofdzakelijk in monocellen, een klein deel ook in duocellen. Deze capaciteit zal volstaan om de bestaande instellingen te vervangen.

De ministerraad heeft in december 2008 en december 2010 ingestemd met de bouw van een nieuw complex dat de oude gevangenissen van Vorst, Sint-Gillis en Berkendaal moet vervangen. In afwachting van de vervangbouw moesten toch nog wat dringende infrastructuurwerken worden gedaan, vooral omwille van de veiligheid. De planning en de uitvoering van de werken gebeuren in nauw overleg met de diensten van Justitie.

06.03 **Sonja Becq** (CD&V): Er is ondertussen zoveel geïnvesteerd in de gevangenis van Sint-Gillis, dat men zich moet afvragen of er toch niet wat capaciteit kan worden behouden.

06.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ik heb nog geen vraag van Justitie in die zin gekregen.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de conformiteit van de btw-vrijstelling betreffende het onderwijs en de beroepsopleiding met de bepalingen van de Europese richtlijn 2006/112/EG" (nr. 2341)**

07.01 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen!): Een vzw waarvan de diensten vrijgesteld zijn en die in een ander land een elektronisch verrichte dienst verwerft, moet haar btw-nummer in België laten activeren en een bijzondere btw-aangifte op papier indienen, terwijl de normale belastingplichtigen-aangevers hun periodieke btw-aangifte elektronisch kunnen indienen via Intervat. Vanwaar dat onderscheid?

Een voorbeeld: een vzw die in België van btw vrijgesteld is voor de beroepsopleidingen die zij organiseert, geeft in Frankrijk een opleiding voor een normale belastingplichtige-aangever. Tot en met 2010 was de plaats waar de opleiding gegeven werd, de plaats van de materiële uitvoering van de dienst. De betrokken vzw moest in Frankrijk een btw-identificatienummer aanvragen en de in Frankrijk geheven btw op die dienst betalen of gebruik maken van de Franse verleggingsregeling. Aangezien de vzw geen enkele operatie verrichtte die in België aan de btw onderworpen is, moest ze haar btw-nummer laten activeren.

Sinds 1 januari 2011 gelden er andere regels voor de huur van onderwijsdiensten en volgt daaruit dat tussen belastingplichtigen in twee verschillende lidstaten, de regel voorschrijft dat de afnemer van de dienst die dienst in zijn periodieke btw-aangifte moet opnemen en daarover belasting verschuldigd is.

Mag een Franse onderneming, met ingang van 2011, het feit invoeren dat de verstrekte beroepsopleiding in België (al dan niet) kan worden vrijgesteld, om geen btw toe te passen op de prijs van de verstrekte opleiding? Indien de Franse onderneming geen Belgische btw toepast, moet de Belgische klant dan specifieke administratieve voorschriften in acht nemen?

Een ander geval is dat van een Engelse onderneming die in eigen land als kleine onderneming een vrijstelling geniet en die in ons land een beroepsopleiding verstrekt. In 2010 moest dit bedrijf, overeenkomstig de vrijstellingsregels, zich bij de btw identificeren en btw-vrijstelling vragen voor de op het Belgische grondgebied verstrekte dienst. Moet dit bedrijf deze procedure als 'niet-ingezetene' volgen om zo uiteindelijk

btw-vrijstelling te bekomen?

07.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Sinds 1 januari 2011 worden de beroepsopleidingsactiviteiten die aan een belastingplichtige worden verstrekt, gelokaliseerd in de lidstaat waar de afnemer de zetel van zijn bedrijfsuitoefening heeft gevestigd. Als hij niet gevestigd is in de lidstaat waar de handeling gebeurt, dan moet de dienstverrichter zich daar niet identificeren, omdat zijn medecontractant btw-plichtig is. Een Belgische vzw die een opleiding organiseert voor rekening van een Franse klant hoeft zich derhalve in Frankrijk niet te identificeren voor btw-doeleinden. Deze vzw moet zich wel in België identificeren om een intracommunautaire opgave te kunnen indienen, in zoverre deze handeling in Frankrijk aan de btw onderworpen is.

Omgekeerd is een dienst die wordt geleverd door een bedrijf uit Frankrijk, Groot-Brittannië of een derde land vrijgesteld daar waar deze vzw de zetel van haar bedrijfsuitoefening heeft gevestigd. De vrijstelling voor kleine ondernemingen is niet van toepassing op diensten geleverd door een dienstverrichter die niet in België is gevestigd.

Een identificatie voor btw-doeleinden is verplicht voor een vrijgestelde btw-plichtige zodra hem in België een dienst wordt verleend waarvoor hij wel btw-plichtig is. De verschuldigde btw moet in een bijzondere btw-aangifte worden opgenomen. Als de dienst vrijgesteld is van btw moet de vrijgestelde btw-plichtige op een andere manier bewijzen dat hij btw-plichtig is.

De bijzondere btw-aangifte kan inderdaad nog niet via de elektronische weg worden ingediend. De toepassingen worden momenteel aangepast en zullen in de loop van het tweede semester van 2012 beschikbaar zijn.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de btw-aangiftes met betrekking tot de onderwijsinstellingen en -actoren" (nr. 2342)

08.01 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Het onderwijs en de beroepsopleiding die door vzw's worden verstrekt, genieten normaliter een btw-vrijstelling. De omzendbrief nr. 25 van 24 december 1993, waarin die vrijstelling werd toegelicht, werd in 2005 door de Raad van State vernietigd. Destijds hebt u gezegd dat er ingevolge die vernietiging een wetsontwerp werd voorbereid dat ertoe strekte die vrijstelling te beperken. Als ik me niet vergis, werd er sindsdien geen enkel ontwerp van wetwijziging hieromtrent ingediend. Het staat de verenigingen dus vrij om hun opleidingsdiensten al dan niet aan de btw te onderwerpen, wat strijdig is met de richtlijn en met de beginselen die deze materie regelen.

Zijn die wetwijzigingen niet langer nodig?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Er werd wel degelijk een wetsontwerp uitgewerkt dat ertoe strekt de btw-vrijstelling te beperken tot het verstrekken van onderwijs, beroepsopleiding en -herscholing door instellingen van publiek recht of door andere instellingen zonder winstoogmerk, op voorwaarde dat de ontvangsten uit de vrijgestelde werkzaamheden uitsluitend worden gebruikt om de kosten ervan te dekken. Met dat wetsontwerp werd beoogd de communautaire bepalingen getrouwer om te zetten en rekening te houden met de opmerkingen van de Raad van State.

Door de huidige politieke omstandigheden zit dat wetsontwerp nog steeds in de pijplijn, maar ik heb er goede hoop op dat het nog tot een goed einde kan worden gebracht.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de btw-aangiftes met betrekking tot de erkenningsvoorwaarden voor de onderwijsinstellingen en de instellingen voor beroepsopleiding" (nr. 2343)

09.01 Muriel Gerken (Ecolo-Groen!): Artikel 44 van het Btw-Wetboek bepaalt dat het verstrekken van

school- of universitair onderwijs, beroepsopleiding en -herscholing, en het verrichten van de nauw daarmee samenhangende diensten en leveringen van goederen door instellingen die daartoe door de bevoegde overheid zijn erkend of die aan dergelijke instellingen zijn toegevoegd of ervan afhangen, vrijgesteld zijn van btw.

Wat moet worden verstaan onder 'instellingen die daartoe door de bevoegde overheid zijn erkend' wordt echter nergens verduidelijkt. De publiekrechtelijke instellingen kunnen niet worden bedoeld aangezien de activiteiten van die instellingen in beginsel geen economisch karakter hebben en dus niet onder de toepassing van de btw vallen.

Wat zijn, buiten de niet-openbare instellingen voor basisonderwijs, lager, middelbaar of universitair onderwijs, die 'door de bevoegde overheid erkende instellingen'?

Het arrest van het Hof van Cassatie van 14 januari 2010 bevestigt dat de door de administratie bij omzendbrief opgelegde voorwaarde, dat de vrijstelling slechts kan worden toegekend aan instellingen die niet systematisch winst nastreven, onwettig is. De Raad van State had eerder al geoordeeld (arrest 145.138 van 30 mei 2005) dat het bepalen van de draagwijdte van een btw-vrijstelling in een ministeriële omzendbrief onverenigbaar is met artikel 172 van de Grondwet, waarvan het tweede lid bepaalt dat geen vrijstelling of vermindering van belasting kan worden ingevoerd dan door een wet.

Aanvaardt de administratie deze principearresten?

09.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De minister van Financiën is als enige bevoegd om vast te stellen dat een instelling aan de voorwaarden voor de toepassing van de vrijstelling zoals bedoeld in artikel 44, § 2, 4°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, voldoet. Er is geen enkele voorafgaande toestemming vereist, aangezien elke instelling als erkend beschouwd wordt zodra zij aan de voorwaarden beantwoordt.

De administratie houdt rekening met de arresten waarnaar u verwijst. De handelsvennootschappen worden immers vrijgesteld zodra ze aan de overige voorwaarden beantwoorden. Dat standpunt staat vermeld in punt 321 van de btw-handleiding (www.fisconetplus.be).

09.03 **Muriel Gerkens** (*Ecolo-Groen!*): Alle criteria staan dus in punt 321?

09.04 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Er wordt geen voorafgaande vergunning uitgereikt, maar er wordt nagegaan of de criteria in acht worden genomen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.55 uur.